

Communiqué de presse

22 novembre 2024

France urbaine
22, rue Joubert
75009 Paris
Tel :
07 56 82 02 21
Contact presse :
p.logette@franceurbaine.org

Discours du Premier ministre : entre reconnaissance et insuffisance

Loin des 5 milliards annoncés par le Gouvernement, l'effort qui est demandé aux collectivités s'élève, en réalité, à au moins 8,5 milliards d'euros. Le discours du Premier ministre, Michel Barnier, au Congrès des maires était hier particulièrement attendu. Les maires et présidents d'intercommunalités, inquiets de la situation financière qui les attend dès 2025, espéraient des annonces permettant de diminuer nettement l'effort financier demandé par le Gouvernement. Il n'en a rien été.

Si le Premier ministre a reconnu, dans son discours, qu'« il n'est pas normal ni juste de montrer les communes et les collectivités territoriales comme si elles étaient responsables du déficit », **les ajustements proposés restent bien insuffisants et marginaux.**

La perspective de ponction qui attend les collectivités est dangereuse pour le pays à bien des égards :

- **économiquement** : les collectivités portent, à elles seules, près de 70 % de l'investissement public du pays. Les 450 collectivités locales visées par les ponctions de recettes représentent 70% des 70%. Les conséquences seraient dramatiques, en particulier pour les entreprises des secteurs très liés à la commande publique, à l'image des travaux publics, faisant craindre un effet récessif important au moment où, déjà, beaucoup d'entreprises chancellent,
- **socialement** : l'effort demandé est tellement insoutenable qu'il aboutirait fatalement à un affaiblissement des services publics du quotidien essentiels pour les habitants, et donc à un accroissement des inégalités et des fractures sociales et territoriales, alors même que deux tiers des ménages en situation de pauvreté vivent dans les territoires urbains,
- **écologiquement** : alors que l'accélération des investissements est nécessaire pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, qui sont produits, pour les deux tiers, dans les grandes villes et intercommunalités,
- **démocratiquement** : au regard des engagements pris devant les citoyens lors des dernières élections municipales.

Si le Gouvernement cible la majorité de l'effort sur 450 collectivités - un choix en lui-même déjà inique et incompréhensible -, c'est bien l'ensemble des communes de notre pays, grandes comme petites, qui sera pénalisé. Ce qui n'impacte pas directement les unes se répercutera nécessairement sur les autres par la baisse des subventions et du co-investissement entre collectivités ou via l'intercommunalité. **Alors que près de la moitié des communes membres de nos EPCI sont rurales, et que les liens financiers entre les collectivités traduisent la solidarité territoriale, elles ne seront pas épargnées.**

Frapper aussi durement l'ensemble des collectivités, c'est aggraver les problèmes considérables auxquels le pays fait déjà face.

Aussi, les élus de France urbaine appellent le Sénat à recalibrer l'effort demandé et à reconsidérer les dispositions du PLF 2025 qui impacteront les moyens financiers des collectivités locales et seront, sinon, synonymes de récession.